



Saint-Cannat le 11 décembre 2025

VILLE DE SAINT-CANNAT

Commune de Saint-Cannat	Extrait du registre des arrêtés du Maire du 11/12/ 2025	PM-2025-218
----------------------------	--	-------------

Portant réglementation sur la circulation, le stationnement et l'occupation du domaine public

Le Maire de la commune de Saint-Cannat,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.412-26, R.412-28 et R.417-10

Vu le Code des Collectivités Territoriales, art L.2212-2, L.2213 à L.2213-5,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 sur les droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982,

Vu l'arrêté n°AD-2025-4 du 11 Janvier 2025, portant délégation de fonction et de signature à Mr Yves FALCHI, 2^{ème} Adjoint au Maire, délégué à la Sécurité.

Le Maire de la commune de Saint-Cannat considérant :

Qu'il convient, compte tenu de la demande de l'entreprise Avenir Constructions 12 Rue Saint Exupéry 13640 La Roque d'Anthéron, afin de permettre la mise en place d'une clôture de chantier, d'un échafaudage de réglementer l'installation et la circulation des piétons.

ARRETE

Article 1 :

La mise en place d'une clôture de chantier est autorisée sur le trottoir :

Avenue Jules Guesde (Devant le numéro 8) sur environ 20 m² :

– Du 24 décembre 2025 au 24 janvier 2026

Article 2 :

La circulation des piétons est réglementée et le trottoir interrompu sur environ 20 mètres :
Avenue Jules Guesde (Devant le numéro 8) sur environ 20 m² :

– Du 24 décembre 2025 au 24 janvier 2026

Article 3 :

La signalisation, réglementant la circulation des piétons dans la zone des travaux, est posée par le demandeur 48 heures au minimum avant le début des travaux.

Un itinéraire de déviation est mis en place par le demandeur aux niveaux des passages piétons de part et d'autre du chantier.

Un exemplaire du présent arrêté est affiché à l'entrée des voies concernées et ce durant toute la durée des travaux.

Article 4 :

En vue d'assurer l'exécution du présent arrêté, les mesures de signalisation nécessaires sont prises conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (4^{ème} partie) approuvée par arrêté du 7 juin 1977.

Article 5 :

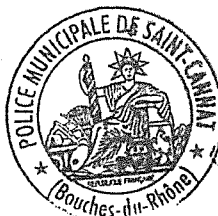
Le Présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication. Le tribunal administratif de Marseille peut dorénavant être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Article 6 :

Monsieur le Maire de la commune de Saint-Cannat, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Lambesc, et Monsieur le Responsable du Service de la Police Municipale de Saint-Cannat sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui est affiché selon les conditions réglementaires des actes administratifs de la commune, et dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Cannat,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lambesc,
- Monsieur le Responsable du Service de la Police municipale de Saint-Cannat.

Le Maire
Joël LEVI-VALENSI



Date de notification : 17 DEC. 2025
Date de parution sur internet : 17 DEC. 2025
Affichage sur site réalisé le : /